



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 28 JUIN 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt huit juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MOULLEC Yvan, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TRMAL Marie-France)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
MORVAN Henri (pouvoir à CORNILY Karine)
OMNÈS Elisabeth (pouvoir à CUNIN Marie-José)
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)
CALVEZ Gilles (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)

Absents

LE GUEN Jean-René, MERDY Marie-Thérèse

Conseil de Communauté du 28 juin 2019
 Délibération n°DCC2019_114

Objet	Décisions budgétaires modificatives
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Finances
Thème	Finances

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

1- Budget Action économique :

1-1 En 2018, le conseil de Communauté s'est prononcé favorablement pour le versement d'une indemnité d'éviction en faveur de l'agriculteur exploitant des parcelles acquises dans la zone de Saint Eloi. Les crédits, à hauteur de 25 000 €, n'ont pas été consommés en 2018 et n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle inscription en 2019. Il est proposé d'abonder le chapitre 67- « charges exceptionnelles » de ce montant afin que cette indemnité puisse être versée cette année.

Comme cela était prévu en 2018, l'équilibre budgétaire est assuré par un versement du budget général de 25 000 €.

1-2 La proposition du trésorier d'admettre en non valeur les sommes impayées nécessite d'abonder le chapitre 65- « autres charges de gestion courante » pour un montant de 12 345 €.

Le financement est assuré par un apport du budget général.

Les écritures de ces deux décisions sont les suivantes :

Section	Chapitre	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Fonctionnement	67	Charges exceptionnelles	Versement de l'indemnité	25 000,00 €	
Fonctionnement	65	Autres charges de gestion courante	Admissions en non valeur	12 345,00 €	
Fonctionnement	75	Autres produits de gestion courante	Apport budget général		37 345,00 €

1-3 Les dépenses de rénovation des éclairages publics ont fait l'objet de paiement sous forme d'avances. Il y a lieu d'intégrer par écritures d'ordre budgétaire ces dépenses au chapitre 23.

Il est proposé d'abonder le chapitre 041- «opérations patrimoniales» de 2 300 € comme suit :

Section	Chapitre	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Investissement	041	Opérations patrimoniales	Intégration des dépenses	2 300,00 €	
Investissement	041	Opérations patrimoniales	Reprise de l'avance		2 300,00 €

2- Budget Moulin Mer

2-1 La réalisation de la cale du centre nautique nécessite un suivi de l'évolution de la faune aviaire. Une étude sera menée durant 3 ans, pour un montant total de 8 160 € TTC. Un montant équivalent à 50 % de l'enveloppe sera payé dès 2019.

Il est donc proposé de prévoir un abondement des crédits de 4 080 € à l'imputation 617- «études et recherches» (chapitre 011), équilibré par un apport du budget général.

2-2 Lors du vote du budget primitif 2019, il a été proposé un équilibre du budget par un apport du budget général dans les sections de fonctionnement et d'investissement. Il s'avère

qu'une partie du financement de la section d'investissement aurait dû émaner de la section de fonctionnement par le virement de section à section.

Il est donc proposé de modifier les imputations des participations du budget général afin que la section de fonctionnement bénéficie de l'apport du budget général, puis transfère cet excédent par le virement de section à section.

Les écritures de ces décisions sont les suivantes :

Section	Chapitre	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Fonctionnement	011	Charges à caractère général	Etude sur l'avifaune	4 080,00 €	
Fonctionnement	75	Autres produits de gestion courante	Apport budget général		4 080,00 €
Fonctionnement	023	Virement à la section d'investissement	Equilibre de la section d'investissement	114 000,00 €	
Fonctionnement	75	Autres produits de gestion courante	Apport budget général		114 000,00 €
Investissement	021	Virement de la section de fonctionnement	Equilibre par la section de fonctionnement		114 000,00 €
Investissement	13	Subventions d'équipement	Apport budget général		-114 000,00 €

2-3 La réalisation de la cale a fait l'objet de paiement sous forme d'avances. Il y a lieu d'intégrer par écritures d'ordre budgétaire ces dépenses au chapitre 23.

Par ailleurs, des frais d'insertion seront également intégrés par écritures d'ordre.

Il est proposé d'abonder le chapitre 041- «opérations patrimoniales» de 35 172 € € comme suit :

Section	Chapitre	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Investissement	041	Opérations patrimoniales	Intégration des dépenses	35 172,00 €	
Investissement	041	Opérations patrimoniales	Reprise de l'avance et des frais d'insertion		35 172,00 €

3- Budget CLIC :

Les ateliers « santé des aidants » sont mis en œuvre en 2019. Des coûts d'achats, prestations et charges de personnel sont générés par ce dispositif.

Par ailleurs des financements sont alloués par la Mutualité Française, Cap Bretagne et le CRCAS Bretagne. Le coût résiduel à la charge du CLIC s'élève à 100 €.

Il est proposé d'inscrire les crédits de dépenses de 3 208 €, financés par une recette de 3 108 €. Le budget général apporte le financement résiduel de 100 €.

Le paiement d'une cotisation à «l'association française des aidants » nécessite l'inscription d'une enveloppe complémentaire au groupe 3 pour 500 €, financés par le budget général.

Section	Groupe	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Fonctionnement	I	Exploitation courante	Achats	1 971,00 €	
Fonctionnement	II	Personnel	Honoraires	275,00 €	
Fonctionnement	III	Structure	Autres charges	1 462,00 €	
Fonctionnement	II	Autres produits de gestion courante	Apport budget général		600,00 €
Fonctionnement	II	Autres produits de gestion courante	Apport financeurs		3 108,00 €

4- Budget Eau :

4-1 Inscription des résultats 2018 des budgets Eau des communes (Eau DSP Eau du Ponant) et de leur reversement au délégataire, conformément à la délibération de transfert

des résultats

Section	Chapitre	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Investissement	10	Dotations, fonds divers et réserves	Résultats excédentaires d'investissement		398 538,70 €
Investissement	10	Dotations, fonds divers et réserves	Résultats déficitaires d'investissement	57 988,19 €	
Fonctionnement	67	Charges exceptionnelles	Résultats déficitaires de fonctionnement	40 470,73 €	
Fonctionnement	77	Produits exceptionnels	Résultats excédentaires de fonctionnement		402 415,96 €
Reversement des résultats à Eau du Ponant					
Investissement	10	Dotations, fonds divers et réserves	Reversement de l'excédent d'investissement	702 495,74 €	
Investissement	021	Virement de la section de fonctionnement	Equilibre par la section de fonctionnement		361 945,23 €
Fonctionnement	023	Virement à la section d'investissement	Equilibre de la section d'investissement	361 945,23 €	

4-2 Les communes ont acté le transfert de leurs budgets Eau à la Communauté. Il s'avère que les résultats transférés tiennent compte des redevances perçues pour le compte de l'Agence de l'Eau tant pour l'eau que pour l'assainissement. Il est donc nécessaire de prévoir le reversement de ces sommes, à hauteur de 180 000 €, au chapitre 014.

4-3 Les communes géraient, pour l'essentiel, leur budget Eau en régime de FCTVA. Au vu des reversements qui seront opérés par 4 d'entre elles, il y a lieu de prévoir un crédit de 54 750 € au chapitre 10.

4-4 Des travaux de réseaux sont réalisés dans le prolongement de commandes opérées en 2018, pour un montant de 2 400 €. De fait, la Communauté les assume financièrement mais refacturera l'intégralité de la dépense à Eau du Ponant.

4-5 Le SIDEP a réalisé en mars 2017 un remboursement anticipé partiel d'emprunt visant à réduire les frais financiers pour un montant de 31 081,69 €. Il aurait été nécessaire de procéder à une réduction de la créance sur le délégataire inscrite à l'actif du SIDEP (compte 2764), correspondant à la dette restant due par celui-ci. Cette opération n'a pas été réalisée. Aussi, le budget Eau de la Communauté 2019, qui intègre les résultats 2018 du SIDEP, doit régulariser ce compte d'actif. Il est proposé que cette recette finance une enveloppe de travaux complémentaire.

Les écritures de ces quatre dernières décisions modificatives sont les suivantes :

Section	Chapitre	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Investissement	21	Immobilisations	Paiement des travaux	2 400,00 €	
Investissement	13	Subventions d'investissement	Refacturation à Eau du Ponant		2 400,00 €
Investissement	10	Dotations, fonds divers et réserves	Perception du FCTVA des communes		54 750,00 €
Investissement	10	Dotations, fonds divers et réserves	Reversement du FCTVA à Eau du Ponant	54 750,00 €	
Fonctionnement	014	Atténuation de produits	Reversement des redevances Agence de l'Eau	180 000,00 €	
Fonctionnement	77	Produits exceptionnels	Refacturation des redevances Agence de l'Eau à Eau du Ponant		180 000,00 €
Régularisation de l'emprunt SIDEP					

Investissement	27	Autres immobilisations financières	Régularisation du compte d'actif associé à l'emprunt du SIDEP		31 090,00 €
Investissement	21	Immobilisations	Enveloppe de travaux complémentaire	31 090,00 €	

4-6 Toutes les dépenses et recettes prises en charge sur ce budget Eau et intéressant les exercices antérieurs à la prise de cette compétence par la Communauté feront l'objet d'une régularisation avec le délégataire au vu des états détaillés à établir par la Communauté.

5- Budget Eau DSP :

Les résultats 2018 des budgets Eau des communes (Eau DSP en cours) conformément à la délibération d'intégration et de transfert des résultats sont intégrés par décision modificative. Au vu des excédents générés, il est proposé, comme cela est réalisé par la commune de Daoulas et le syndicat de Keranc'hoat, d'abonder les enveloppes pour les travaux :

Section	Chapitre	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Investissement	10	Dotations, fonds divers et réserves	Résultats excédentaires d'investissement		54 379,61 €
Fonctionnement	77	Produits exceptionnels	Résultats excédentaires de fonctionnement		504 781,24 €
Investissement	21	Immobilisations	Travaux et aménagements	60 000,00 €	
Investissement	23	Immobilisations en cours	Travaux et aménagements	499 160,85 €	
Investissement	021	Virement de la section de fonctionnement	Equilibre par la section de fonctionnement		504 781,24 €
Fonctionnement	023	Virement à la section d'investissement	Equilibre de la section d'investissement	504 781,24 €	

6- Budget Assainissement :

6-1 La délégation du service à Eau du Ponant est effective depuis le 1^{er} janvier 2019. La Communauté a cependant bénéficié du versement de subventions qui doivent faire l'objet d'un reversement à la SPL, pour un montant de 102 811 €. Il est proposé une décision modificative pour constater la perception et le reversement de cette subvention au chapitre 13, en dépenses et recettes : 102 811 €

6-2 L'indemnisation du sinistre du véhicule de 2018 était erronée. En effet, l'assureur avait intégré un montant de TVA en sus de l'indemnité due. De fait, la Communauté de communes doit restituer un montant de 19 000 € et percevoir une somme de 15 833,33 €.

Aux fins de régularisation des écritures, il y a lieu de prévoir une enveloppe de 19 000 € au chapitre 67 pour le reversement et une somme arrondie à 15 834 € pour la perception de l'indemnité.

Le constat de la plus-value permet le financement de travaux pour 12 563 € (prévus au chapitre 21) et nécessite une nouvelle recette de fonctionnement pour cette même valeur. Il est proposé d'abonder le chapitre 70 pour 12 563 €, en prévision de remboursements de frais de personnels par Eau du Ponant.

6-3 La Communauté est appelée à rembourser des redevances perçues en 2018, à la suite de contestation des usagers. Au vu des montants déjà pris en charge il est proposé d'abonder les crédits de 1 500 €, entièrement couverts par un remboursement de la SPL Eau du Ponant.

6-4 Le recouvrement du solde des redevances 2018 nécessite une constatation budgétaire ainsi qu'un reversement à la SPL Eau du Ponant dans le cadre de la DSP. En effet, le montant perçu le 3 juin 2019 concerne l'exercice 2018 et vient moduler le résultat d'exploitation transféré à la SPL. Ce résultat ne pouvant pas être modifié, l'excédent

résultant de cette perception est reversé sous forme d'une dépense exceptionnelle.

6-5 En avril 2019, une décision modificative a permis d'intégrer les résultats 2018 des budgets SPAC et SPANC.

Au vu des dispositions comptables et budgétaires, il apparaît que la constitution en un unique budget de la compétence assainissement permet la contraction des résultats excédentaires et déficitaires, avant reversement à Eau du Ponant. Il est proposé d'affecter la totalité de l'excédent de fonctionnement 2018 à la section d'investissement. Cette affectation permet de couvrir le déficit d'investissement 2018 et de constituer une enveloppe de financement des investissements portés dorénavant par le délégataire.

En accord avec le trésorier, une nouvelle décision modificative est proposée, plus conforme aux prescriptions de la norme M49.

Les crédits seraient donc affectés comme suit :

Section	Chapitre	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Résultats 2018					
Investissement	001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	Contraction résultats SPAC et SPANC	486 157,82 €	
Investissement	1068	Autres réserves	Affectation du résultat de fonctionnement		2 047 912,70 €
Reversement des résultats à Eau du Ponant					
Fonctionnement	1068	Autres réserves	Eau du Ponant	1 561 754,84 €	
Subvention					
Investissement	13	Subventions d'investissement	Perception de la subvention		102 811,00 €
Investissement	13	Subventions d'investissement	Reversement de la subvention	102 811,00 €	
Sinistre véhicule					
Fonctionnement	77	Produits exceptionnels	Remboursement assurance		15 834,00 €
Fonctionnement	67	Charges exceptionnelles	Reprise écriture 2018	19 000,00 €	
Investissement	040	Opérations d'ordre de section à section	Sortie d'actif du véhicule		12 563,00 €
Fonctionnement	042	Opérations d'ordre de section à section	Valeur nette comptable	12 563,00 €	
Fonctionnement	77	Produits exceptionnels	Remboursement par la SPL		3 166,00 €
Equilibre des sections					
Investissement	21	Immobilisations	Nouvelle enveloppe de travaux	12 563,00 €	
Fonctionnement	70	Produits d'exploitation	Remboursement de frais de personnel		12 563,00 €
Prise en charge du remboursement des redevances 2018					
Fonctionnement	67	Charges exceptionnelles	Annulation des titres 2018	1 500,00 €	

Fonctionnement	77	Produits exceptionnels	Remboursement par la SPL		1 500,00
Constat de recouvrement et de reversement des redevances SPAC 2018					
Fonctionnement	70	Produits d'exploitation	Solde des redevances 2018		777 260,00 €
Fonctionnement	011	Sous-traitance générale	Prestation SAUR	16 949,00 €	
Reversement des résultats à Eau du Ponant					
Fonctionnement	67	Charges exceptionnelles	Reversement à la SPL Eau du Ponant	760 311,00 €	

7- Budget général :

7-1 Financement du budget d'action économique : 37 345 € correspondant aux admissions en non valeur et à l'indemnité d'éviction

7-2 Financement du budget Moulin Mer : financement de l'étude pour 4 080 €, modification des conditions de financement du budget : 114 000 € retirés du chapitre 204 et affectés au chapitre 65

7-3 Financement du budget du CLIC : financement complémentaire de 600 €

7-4 Perception de la taxe d'aménagement des communes

Le 8 décembre 2017, le conseil de Communauté a voté le principe de conventionnement avec les communes du reversement de la taxe d'aménagement.

Aussi, il y a lieu d'inscrire au budget 2019 les montants 2018 de taxe d'aménagement perçue par les communes, qui s'élève à 198 120 €. Ce montant de taxe correspondant à 10 constructions réalisées sur le territoire de 6 communes.

Il est donc proposé d'abonder la ligne de crédit 10226-taxa d'aménagement pour 198 000 €.

7-5 Réalisation de travaux et d'aménagements à la Cimenterie. Il est proposé, dans la présente séance de conseil de voter l'enveloppe de travaux de remplacement des luminaires et la mise en place de tribunes. Le montant de 201 000 € TTC est inscrit au chapitre 21- «immobilisations».

7-6 Le sinistre subi par Aqualorn en 2018 a fait l'objet d'une indemnisation en 2018 et début 2019.

L'indemnité perçue pour les biens totalement détruits (bungalow et véhicule, notamment) doit être constatée comme un produit de cession.

Il est nécessaire de prévoir des crédits au chapitre 024, pour 15 400 €.

Par ailleurs, il est nécessaire de régulariser les écritures comptables associées à l'indemnité d'assurance perçue pour le véhicule pour un montant de 3 300 € (inscription au chapitre 67). Les écritures seraient les suivantes (l'équilibre est réalisé par une modulation des dépenses imprévues et la modification du virement) :

Section	Chapitre	Libellé	Objet	Dépense	Recette
Participations aux budgets annexes					
Fonctionnement	65	Autres charges de gestion courante	Financement des budgets annexes	156 125,00 €	
Investissement	204	Subventions d'équipement versées	Reprise sur le financement du budget Moulin Mer	-114 000,00 €	
Fonctionnement	023	Virement à la section d'investissement	Reprise du virement	-126 400,00 €	
Investissement	021	Virement de la section de fonctionnement	Reprise du virement		-126 400,00 €

Investissement	21	Immobilisations	Travaux et aménagements La Cimenterie	201 000,00 €	
Investissement	10	Dotations, fonds divers et réserves	Taxe d'aménagement		198 000,00 €
Indemnité Aqualorn					
Fonctionnement	67	Charges exceptionnelles	Reprise d'indemnité 2018	3 300,00 €	
Investissement	024	Cessions	Constat d'indemnité des biens totalement détruits		15 400,00 €
Fonctionnement	022	Dépenses imprévues	Equilibre des écritures	-33 025,00 €	

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
 Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
 Vu les conditions de réalisation des budgets 2019 telles que précisées dans la présente délibération,
 Vu la nécessité de prévoir les crédits afférents à cette réalisation
 Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 11 juin 2019
 Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 28 mai 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : vote les décisions budgétaires modificatives telles que présentées ci-dessus.